

L'Élysée veut jouer les gardes frontières

Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi veulent s'attaquer aux accords de Schengen en lançant aujourd'hui un appel pour rétablir provisoirement les contrôles aux frontières au sein de l'Union.

La libre circulation des personnes. Ce n'est rien de moins que cet acquis de la construction européenne que la France envisage de remettre en question pour endiguer l'afflux des migrants tunisiens. Nicolas Sarkozy devrait tenter de rallier Silvio Berlusconi, réunis aujourd'hui à Rome pour le 29^e sommet franco-italien, à l'idée d'une « suspension » temporaire des accords de Schengen. De quoi rétablir le contrôle des personnes aux frontières et dans les aéroports, alors que depuis plusieurs semaines les deux pays se renvoient la patate chaude à propos des milliers de migrants tunisiens qui tentent de rejoindre la France depuis les côtes italiennes.

C'est vendredi que l'Élysée a annoncé son intention de « suspendre » cette convention de libre circulation des personnes dans l'Union. « L'Europe, ce n'est pas la libre circulation des immigrants illégaux », a renchéri le ministre des Affaires européennes, Laurent Wauquiez, dans les colonnes du JDD. La France veut étudier la possibilité de pouvoir rétablir les contrôles aux frontières en cas d'afflux majeur aux portes de l'Union.

Face au tollé, Henri Guaino a tenté, dimanche, de calmer le jeu. Concédant que l'Élysée avait eu une « expression un peu rapide » sur le sujet, le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy a assuré que



Le 17 avril dernier, les autorités françaises avaient suspendu temporairement la circulation de trains transportant des migrants entre la ville italienne de Vintimille et le sud-est de la France.

La France n'a pas attendu qu'enfile la polémique pour filtrer ses frontières.

« la France ne (voulait) pas suspendre Schengen » mais « revoir les clauses de sauvegarde dans des situations particulières ».

Reste que la France n'a pas attendu qu'enfile la polémique pour filtrer ses frontières. Déjà, le 17 avril dernier, invoquant un risque de trouble à l'ordre public, elle avait suspendu temporairement la circulation de trains transportant des mi-

grants entre la ville italienne de Vintimille et le sud-est de la France, au prétexte que des manifestants avaient pris place à bord. Jusqu'ici, dans l'Union, le rétablissement provisoire des contrôles aux frontières pour cause de « menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure » s'était limité à des sommets internationaux ou à des événements tel le Mondial de foot de 2006 en Allemagne.

L'Élysée poursuit sa course à l'échalote avec le Front national. Ce dernier ne s'est pas privé, dimanche, de rappeler qu'il réclamait depuis des années la sortie « au plus vite » de l'espace Schengen.

MANUEL VICUÑA

« S'INSTALLER LIBREMENT »

Depuis deux semaines, des centaines de migrants tunisiens viennent recevoir des vivres distribués par des bénévoles dans un square de l'est de Paris. Passés par l'Italie, ils seraient des dizaines à arriver chaque jour. « Ils se sont retrouvés là parce qu'ils ont, pour la plupart, de la famille ou des amis en Seine-Saint-Denis. Tout ce qu'ils veulent, ce sont des papiers pour pouvoir s'installer librement », explique une association franco-tunisienne.